

18/05/2020

Veille Agro Coronavirus Mexique, Colombie, Cuba, Equateur, Panama, Pérou, République dominicaine

En bleu les éléments mis à jour par rapport au 7 mai

Mexique

- Contexte général

Le 18 mai, le Mexique recense 51 633 cas confirmés (+ 2 414 en 24h) ; et 5177 décès (+205 en 24h).

Selon le Vice-ministre de la santé, Hugo López-Gatell, **le pic du nombre de patients admis en soins intensifs pourrait être atteint le 26 mai prochain.**

La « Mobilisation nationale de saine distance » (distanciation sociale) qui a débuté le 23 mars, se terminera le 30 mai. Les mesures de prévention contre le coronavirus se poursuivront néanmoins. Ainsi, si les mesures nationales prendront fin le 30 mai et que les activités commenceront à reprendre dans les endroits où il y a eu peu de transmission du virus, des normes strictes de prévention de la sécurité sanitaire devront continuer à être appliquées dans tout le pays.

La réouverture économique sera basée sur la situation sanitaire dans chaque État : une couleur sera attribuée chaque semaine à chaque Etat pour déterminer les activités qui pourront être rétablies dans à partir du 1er juin (vert, jaune, orange, rouge).

Les secteurs de la construction, de l'exploitation minière et des matériels de transports, dont l'automobile, ont été intégrés à la liste des activités essentielles pouvant reprendre leurs activités à compter du 1er juin.

- Restrictions aux frontières pour les personnes

Seules trois compagnies aériennes assurent encore des vols vers l'Europe : Air France (3 vols par semaine), KLM (3 vols par semaine), Aeromexico (1 vol par semaine, augmente à 2 vols par semaine du 14 mai au 3 juin).

Pour plus d'informations : <https://mx.ambafrance.org/Covid-19-Mexique-Message-aux-Francais-de-passage>

- Circulation des marchandises (import export)

Aucune restriction particulière n'est mise en place. L'administration mexicaine sanitaire accepte, durant la crise COVID, la transmission de certificats sanitaires par voie électronique selon des modalités précisées dans Expadon. La COFEPRIS, établissement chargée de l'émission des « certificats préalables à l'importation » a indiqué qu'elle donnait priorité à l'importation de matériel médical et de médicaments. Ceci peut se traduire dans un retard de l'instruction des permis préalables à l'importation, y compris pour les produits agroalimentaires. Selon les remontées du terrain, il semble toutefois que la COFEPRIS continue l'instruction et que l'entrée des marchandises agroalimentaire se poursuive malgré un retard dans certain cas.

18/05/2020

- Problématiques spécifiques à certaines filières

Le directeur du Consejo nacional agropecuario (CNA – interprofession regroupant toutes les filières), Fernando Haro, a dressé un **panorama conjoncturel de l'impact du Covid 19 dans le secteur agroalimentaire mexicain le 13 mai dernier.**

- **les exportations agroalimentaires ont augmenté de 8% sur le premier trimestre 2020 (par rapport au premier trimestre 2019) atteignant 10,4 milliards de dollars.** Les importations ont également augmenté de 7,22% sur la même période atteignant 7,1 milliards de dollars.

- **productions végétales** : les **prix internationaux des céréales sont historiquement bas**, ce qui aura un impact pour la commercialisation des récoltes de maïs notamment. S'agissant du **riz**, le Mexique est **dépendant des importations à plus de 80%**, les prix internes seront impactés par les facteurs externes (notamment le taux de change dollars/pesos). Pour les **haricots**, en raison de la sécheresse de 2019, des importations seront nécessaires en 2020 (une **hausse de 70% des importations est prévue**). Les prix seront influencés par le taux de change. La production de **sorgho** est à un niveau historiquement bas avec 1,65 millions de tonnes en raison de facteurs climatiques (grêle, pluie, etc...). S'agissant de **fruits et légumes**, la crise a généré un changement soudain des circuits de distribution : effondrement de l'HORECA, la « sur offre » a fait pression sur les prix en grande distribution. Les exportations sont devenues plus attractives avec le taux de change. Elles ont toutefois enregistré une forte baisse.

- **productions animales** : une **baisse de la demande interne de 10 à 15% des produits carnés** a pu être compensée en partie par les exportations. Cette baisse s'explique d'une part par l'arrêt de l'HORECA, d'autre part par les moindres revenus de la population. Dans le secteur du **porc**, les producteurs ont vu **chuter leurs ventes de 30 à 40%** tant animaux vivants que viande. En **aviculture, la consommation a baissé de 25% ou plus**. A l'inverse la consommation d'œuf a augmenté de 15 à 20% et les prix ont augmenté de 14%. L'approvisionnement en œuf est garanti par la production locale (le Mexique est le premier pays en consommation d'œuf avec 23,5 kg). La fermeture de l'Horeca génère des **excédents de produits laitiers** (le Mexique importe 35% de la consommation nationale).

-**pêche** : sur les 2 020 principaux bateaux, seuls 20% travaillent avec une faible rentabilité et compétitivité. Les exportations sont en risque : le Covid a fait chuter les marchés de -50% à -90%.

Le Président du Consejo nacional agropecuario (CNA – interprofession regroupant toutes les filières) indique que la **crise affecte durement le secteur : une baisse de 20% des revenus en moyenne toutes filières confondues**. Toujours selon le CNA, **les revenus ont chuté entre 10 et 25% pour les producteurs qui commercialisent en supermarché et jusqu'à 50% pour ceux qui livrent aux hôtels et aux restaurants**. Tomates : la demande en tomate a chuté de 40% par exemple pour l'Etat de Sinaloa, les producteurs qui livrent la restauration/hôtellerie sont les principaux touchés.

Le Président du Consejo nacional agropecuario (CNA) prépare une stratégie de lutte contre la faim et **prépare la distribution de paniers alimentaires**. Il cherche l'appui du gouvernement, mais ne l'a pas obtenu à ce stade. **Il estime que 30 millions de Mexicains pourraient tomber dans la pauvreté alimentaire, en perdant leur emploi. La FAO a classé le Mexique en risque « moyen élevé » de réduction de la capacité d'accès aux aliments à cause de la pandémie**. Le CNA indique que dans le secteur agroalimentaire, qui représente 7 millions d'emplois, 300 000 personnes ont déjà perdu leur emploi.

Problèmes sanitaires : la « central de abastos » de Mexico (équivalent de Rungis à Mexico) est un des lieux de propagation élevée de l'épidémie identifié à Mexico : avec 90 000 travailleurs, le marché de gros/semi-gros/détail a installé 200 cabinets de consultation ainsi que des mesures d'hygiène. **A ce stade, au moins 25 cas ont été confirmés, ainsi que deux décès.**

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique

18/05/2020

Le gouvernement mexicain n'appliquera des mesures de soutien financier qu'à hauteur de 0,7 % de son PIB pour faire face à la pandémie de COVID-19, le plaçant à l'avant-dernier rang des pays du G-20 selon le FMI, juste devant l'Afrique du Sud. Ces chiffres contrastent avec ceux des pays plus développés au sein du G20, comme le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, qui ont alloué l'équivalent de 17,7 %, 15,2 % et 10,5 % de leurs PIB respectivement. L'appui des autorités mexicaines à l'économie contraste également avec celui de ses homologues en Amérique latine, comme le Brésil et l'Argentine, qui ont consacré près de 3,9% et 3,7% de leur économie à la lutte contre la pandémie.

Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a annoncé qu'un million de nouveaux prêts seront accordés aux petites entreprises familiales afin de répondre à l'urgence liée au COVID-19.

Ces prêts seront destinés aux entreprises dont les travailleurs sont inscrits à la sécurité sociale et qui n'ont pas licencié leurs employés ou baissé leurs salaires au cours des dernières semaines. Les prêts seront accordés sur demande et seront d'un montant de 25 000 MXN (environ 1 000 USD), à rembourser dans les 3 ans à un taux d'intérêt compris entre 6,5 et 10 %. Le coût total de la mesure représente 0,1 % du PIB (25 Mds MXN).

Par ailleurs, les politiques d'austérité vont être significativement renforcées. Les mesures d'austérité incluent la réduction des salaires des hauts-fonctionnaires de 25 %, le non-exercice volontaire de 75 % du budget fédéral dédié aux fournitures et la suppression de 10 directions générales. Les grands projets du Gouvernement (nouvel aéroport, Train Maya, etc...) sont toutefois maintenus. Les analystes ont critiqué ces annonces, les jugeant inappropriées étant donnée la crise et que le maintien des dépenses pour les grands projets est une mauvaise allocation du budget fédéral en l'absence de vraie mesure contra-cycliques.

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Les activités de production agricole, pêche, élevage, industrie alimentaire et de production de boissons sans alcool, agroindustrielle, vente d'aliments, d'aliments préparés sont considérées comme essentielles et peuvent donc continuer.

La production de boissons alcoolisées est considérée non essentielle ; les groupes producteurs de bière ont donc arrêté la production. La bière est un des principaux produits d'exportation agroalimentaire du Mexique, pour 4,2 milliards USD par an (le Mexique, premier pays exportateur de bière au monde, et 4° pays producteur). **L'industrie de la bière au Mexique génère 55 000 emplois directs et 600 000 indirects. A cet arrêt de production, s'ajoute une « loi sèche » plus ou moins restrictive dans de nombreux Etats (interdiction de la vente d'alcool en dehors de certaines heures ou de certains jours). La pénurie de bière est maintenant générale au Mexique.** Le prix de la bière, quand elle est disponible, a plus que doublé.

Le ministère de l'agriculture porte une attention particulière à **garantir l'approvisionnement** (réunion avec les professionnels de la viande, poursuite du programme de prix garanti pour le maïs).

Un programme d'aide spécifique aux petites et moyennes entreprises du secteur agricole est mis en place (financement et couverture des risques notamment) par Finagro.

Certains Etats annoncent des aides financières au secteur agricole : l'Etat de Mexico a par exemple annoncé une aide de 300 millions de pesos (équivalent à 11 M€) pour l'achat de fertilisants, alimentation animale, et panier « de base » alimentaire.

- Impacts économiques globaux

Le FMI prévoit un repli de l'économie mexicaine de 6,6 % en 2020. Le FMI a publié ces prévisions dans le cadre de son rapport d'avril sur les perspectives économiques mondiales. Pour mémoire, le FMI prévoyait 1 % de croissance au Mexique en 2020 dans ses prévisions antérieure. Pour 2021, le FMI prévoit un retour à la croissance, à 3 %. **La Banque mondiale prévoit que le Mexique enregistrera une baisse de 6 % en 2020, et prévoit une reprise modérée, à 2,5 % pour 2021 et 2022.** Le Mexique ferait ainsi partie des pays enregistrant les impacts du COVID-19 les plus importants sur leurs économies.

18/05/2020

La Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique : elle anticipe désormais une contraction de 6,5 % en 2020. La CEPAL prévoyait un repli économique compris entre 3,8 % et 6 % le 3 avril dernier.

77 % des micros, petites et moyennes entreprises du pays (MPME) pourraient cesser leurs activités en moins de deux mois en l'absence de liquidités nécessaires pour faire face aux effets du COVID-19, selon une étude de l'Association des entrepreneurs du Mexique (ASEM). Pour rappel, 75 % des emplois formels mexicains sont générés par les MPME et 18 millions de ménages urbains dépendent financièrement de ces entreprises.

La production industrielle a chuté de 4,91 % g.a. au mois de mars. Il s'agit de sa pire baisse en près de 11 ans, c'est-à-dire depuis octobre 2009, où elle avait chuté de 5,8 %.

Les sorties de capitaux du Mexique ont atteint 92,8 Mds USD sur les mois de mars et d'avril derniers. Le solde total des titres de dette du gouvernement mexicain détenus par les étrangers a ainsi baissé de 37,3 Mds USD pour s'établir 78,2 Mds USD (-32,3 %). Les analystes mettent en avant l'incertitude et la forte dépréciation pour expliquer ces sorties de capitaux.

Plus de 753 000 emplois formels ont été perdus depuis la mi-mars, selon les données de l'Institut National de Sécurité Sociale (IMSS). Selon l'analyse des experts, plus d'un million d'emplois pourraient être perdus d'ici la fin de l'année.

Colombie

- Contexte général

COVID-19 : 15 574 cas confirmés, 574 décès (le 17 mai)

Le confinement obligatoire (depuis le 25 mars) est prolongé jusqu'au 25 mai et s'applique à toute personne se trouvant en Colombie.

Les sorties ne sont autorisées que si elles sont absolument essentielles, notamment pour raisons médicales, courses de première nécessité, formalités bancaires ou promenade d'un animal de compagnie.

Certaines autorités locales ont décrété des mesures additionnelles, comme le « Pico y cedula » qui n'autorise à sortir que certains jours (Cali, Carthagène, Ibagué, Medellín, Popayan, Santa Marta, Tunja...). **À partir du 9 avril, la mairie de Bogota instaure un système de "pico y género"** pour les sorties indispensables (banques, achats de 1ère nécessité, etc.) : sauf exceptions réglementées, les femmes peuvent sortir de leur lieu de confinement durant les jours pairs, tandis que les hommes y sont autorisés durant les jours impairs.

- Restrictions aux frontières pour les personnes

Les vols internationaux sont suspendus jusqu'au 30 mai au moins. Toutes les liaisons intérieures, tant aériennes que par bus, sont suspendues jusqu'au 30 mai au moins.

Interdiction d'entrer sur le territoire colombien pour toute personne venant de l'étranger (ressortissant étranger de passage, résident ou Colombien), jusqu'au 30 mai au moins. **Toutes les frontières terrestres, maritimes et fluviales du pays sont fermées.** Se référer au site de l'ambassade de France : <https://co.ambafrance.org/FAQ-Coronavirus-Colombie>

- Circulation des marchandises (import export)

Font notamment partie des activités pour lesquelles la circulation des personnes reste autorisée :

- la chaîne de production, approvisionnement, stockage, transport, commercialisation et distribution d'aliments, boissons ; et aliments et médicaments pour les animaux de compagnie, ainsi que la chaîne des fournitures nécessaires à la production de ces biens/produits ;

- la chaîne de semis, récolte, production, emballage, importation, exportation, transport, stockage, distribution et commercialisation de semences, d'intrants et de produits agricoles, piscicoles, de l'élevage et agrochimiques- engrais, pesticides, fongicides, herbicides- ; produits agricoles, piscicoles et d'élevage, et aliments pour les animaux, entretien des animaux, fonctionnement des centres de traitement primaire et secondaire des aliments, gestion de l'infrastructure de commercialisation, système d'irrigation pour l'approvisionnement en eau de la population et de l'agriculture, et assistance technique. La logistique et le transport nécessaires à ces activités seront garantis.

- les activités des ports publics et privés, uniquement pour le transport de marchandises.

Le 20 avril, le président Ivan Duque a annoncé que l'activité des secteurs de la construction et de la manufacture seront autorisés avec des critères rigoureux.

L'ICA (autorité sanitaire) accepte les certificats sanitaires et phytosanitaires scannés selon les modalités prévues dans Expadon.

- Problématiques spécifiques à certaines filières

Selon le service de statistiques colombien (DANE), **le PIB du secteur agricole colombien a augmenté de +6,7% sur le premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019.** <https://www.minagricultura.gov.co/noticias/Paginas/El-sector-agropecuario-creció-6,8-e-impulsó-la-economía-colombiana-en-el-primer-trimestre-de-2020-.aspx>

18/05/2020

Viande de porc : le secteur de la production de viande de porc, qui nourrissait des ambitions exportatrices (pays prioritaire identifiés : Chine, Corée du Sud, Viet-Nam), reporte ses ambitions d'exportation de viande, étant donné la chute des cours.

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique... 07/05/2020

Subventions aux salaires par les autorités et report du paiement de l'IS : Suite à la prolongation de l'état d'urgence nationale, le gouvernement pourra désormais apporter une subvention jusqu'à 40% d'un salaire minimum par salarié dans les entreprises ayant enregistré une baisse d'au moins 20% de leur chiffre d'affaires depuis le début de la crise, pour une durée de trois mois (coût mensuel estimé entre 350 et 820 MEUR). Par ailleurs, les échéances de paiement de l'impôt sur les bénéfices sont reportées à la fin de l'année.

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le ministère de l'agriculture et le fond de stabilisation des prix du lait et de la viande administré par les Fédération des éleveurs (Fedegan) ont mis en place un **mécanisme de compensation pour l'achat de litre de lait additionnel par rapport aux achats normaux**. Ce mécanisme est mis en place au départ dans les régions de Nariño, Caquetá, Hula, Arauca et Meta où une réduction de la collecte a été observée (notamment le lait destiné à la production de fromage). Une compensation de 120 pesos colombien (ég. 0,03 €/litre) par litre de lait collecté pour les volumes excédents ceux de la collecte moyenne du même mois en 2019 est octroyée du 1^{er} mai au 31 juillet 2020. Le budget alloué est de 2 7000 millions de pesos colombiens (ég. 680 k€).

<https://www.minagricultura.gov.co/noticias/Paginas/Con-programa-de-apoyo-a-la-comercialización-se-busca-reactivar-compra-de-leche-en-varias-regiones-del-pais.aspx>

Un programme "**Alliance productive pour la vie**" doté de 10 M€ est mis en place par le Ministère de l'agriculture pour appuyer les familles rurales qui approvisionnent les colombiens (avec l'objectif de bénéficier à 6 000 familles rurales).

Le Gouvernement a mis en place un accès au crédit privilégié pour les exploitants agricoles : une ligne de crédit de **370 MUSD dont 300 MUSD réservés aux petits et moyens producteurs**. Les taux d'intérêt sont de 3,5% de taux d'intérêt pour les petits producteurs, 4,5% pour les moyens et grands producteurs.

Le 7 avril, le gouvernement a fixé **une liste de 26 produits de première nécessité pour garantir l'approvisionnement et éviter les spéculations sur les prix** : les acteurs de la chaîne de production, distribution et de commercialisation devront fournir les prix de 26 produits au département des statistiques (DANE), afin de **surveiller et contrôler les prix** (dont 12 produits alimentaires : riz, lait longue conservation, sucre raffiné, fromage fermier, huile de tournesol, oignons, pommes de terre, œuf, orange). Le ministère de l'agriculture a mis en place un système de **surveillance des prix des intrants agricoles** (fertilisants, pesticides, médicaments vétérinaires, produits biologiques pour l'élevage et alimentation animale) pendant l'Etat d'urgence.

Le ministre de l'agriculture a annoncé le 9 avril que les **tarifs douaniers sont maintenus à 0% pour le soja, le maïs et le sorgho** jusqu'au 30 juin 2020, afin de garantir la capacité d'approvisionnement du pays (dont la capacité de production n'est pas suffisante).

18/05/2020

- Autres

La Colombie est devenue officiellement le 37^e Etat membre de l'OCDE le 28 avril dernier (et 3^e pays latino-américain avec le Mexique et le Chili membre de l'OCDE).

- Impacts économiques globaux

Le Comité consultatif pour la règle budgétaire fait désormais **l'hypothèse d'une récession de 5,5%** cette année, tandis que la Banque centrale affiche une fourchette de 2 à 7% de chute du PIB. Certains analystes privés continuent d'estimer possible une croissance légèrement positive.

La CEPAL prévoit **une récession de -2,6 % pour la Colombie en 2020**. (à comparer avec une récession de 5,3% attendue pour l'Amérique latine & Caraïbes).

Faible inflation en avril malgré le confinement : les craintes gouvernementales d'une hausse de l'inflation (notamment alimentaire) dans le cadre du confinement ne se sont pour l'instant pas matérialisées, celle-ci s'affichant à 0,16% en g.m. en avril (contre +0,5% en avril 2019), pour un total cumulé sur les quatre premiers mois de l'année de +1,83% (contre +2,12% en 2019).

La notation souveraine de la Colombie a été révisée : BBB- pour S&P, perspective passée de stable à négative. Fitch a abaissé au dernier cran « investissement » la notation pays début avril (BBB-).

Cuba

- Contexte général

Le 17 mai : 1881 cas confirmés à Cuba (+9 au cours des 24 dernières heures), 79 décès (+0 au cours des 24h dernières heures)

Données actualisées : <https://temas.sld.cu/coronavirus/>

- Restrictions aux frontières pour les personnes

Les autorités cubaines ont annoncé qu'à compter du 24 mars les étrangers non-résidents ne pourraient plus entrer sur le territoire cubain.

Vols internationaux suspendus depuis le 31 mars.

Dans le cadre de la crise actuelle, les autorités cubaines ont annoncé **que tous les étrangers qui ne disposaient pas du statut de résident (permanent ou temporaire) à Cuba devaient quitter le territoire national.** <https://cu.ambafrance.org/Informations-Coronavirus-Covid-19>.

Dans le cadre de la crise actuelle, **les autorités cubaines ont interdit de sortie du territoire tous les ressortissants cubains.**

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...

Un groupe de travail, dirigé par le Ministre de l'économie et de la planification, a été créé pour identifier et mettre en œuvre les mesures économiques d'urgence qui passent notamment par une augmentation souhaitée des productions alimentaires locales.

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Face à la crise, la problématique de l'approvisionnement alimentaire est centrale pour le ministère de l'agriculture à Cuba.

- Autres

En mai 2020, l'activation du titre III de la loi Helms-Burton a un an. Début mai 2019, l'administration Trump activait pour la première fois le titre III du Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act (plus connu sous le titre de loi Helms-Burton) ouvrant à tout citoyen étatsunien propriétaire de biens confisqués sans contrepartie par le gouvernement cubain la possibilité d'introduire une demande en dommages et intérêts auprès d'une cour étatsunienne à l'encontre de toute personne « trafiquant » avec ses biens spoliés.

Un an plus tard le nombre de poursuites intentées depuis l'activation du titre III est assez faible – 25 plaintes, bien loin des estimations du Département du Trésor (entre 75 000 et 200 000). Dernière décision en date (le 11 mai), le rejet de la plainte de DANIEL A. GONZALEZ contre Amazon et Susshi International, **le plaignant n'ayant pas pu démontrer son lien de propriété avec le terrain cubain où était produit le charbon végétal vendu par les entreprises.** Il n'en demeure pas moins que la perception du risque pays « Cuba » s'est considérablement détériorée et pèse fortement sur l'environnement des affaires cubain.

- Impacts économiques globaux

Conscientes des conséquences économiques de la pandémie, et notamment de la contraction des revenus pour le pays, **les autorités ont approuvé en Conseil des ministres l'ajustement du plan de**

18/05/2020

l'économie pour l'exercice en cours basé sur une réduction des dépenses. Lors de la réunion, le Ministre de l'économie et de la planification, a pu préciser **les priorités du gouvernement : production nationale d'aliments, de médicaments et de produits d'hygiène, protection des exportations, intensification des économies de ressources (notamment énergétiques) et maintien de l'activité productive ainsi que de la commercialisation des produits basiques.** La **réallocation des ressources économisées (combustible et devises notamment)** au sein des secteurs fonctionnant au ralenti **vers l'agriculture et l'élevage** a également été rappelée. Pour certains économistes, la crise actuelle pourrait faciliter l'accélération des réformes comme ce fut le cas lors de la « Période Spéciale » et la récession économique des années 1990 avec l'ouverture du tourisme ainsi que la diversification des acteurs de l'économie.

Equateur

- Contexte général

Le 17 mai : **33 182 cas confirmés Covid 19 (+459 en 24 h), 2 736 décès (+48 décès en 24 heures)** (auxquels s'ajoutent 1654 décès probablement dus au COVID 19 selon le ministère de la santé).

Mesures de confinement / état d'urgence sanitaire (voir ci-dessous)

Données actualisées : <https://www.gestionderiesgos.gob.ec/informes-de-situacion-covid-19-desde-el-13-de-marzo-del-2020/>

- Restrictions aux frontières pour les personnes 07/05/2020

Les vols internationaux sont suspendus depuis le 16 mars et jusqu'au 31 mai au moins.

En Equateur, l'état d'urgence sanitaire a été décrété au niveau national. Le gouvernement équatorien a déclaré l'état d'exception à partir du 17 mars au soir, avec un strict confinement de la population, se traduisant par :

- l'instauration d'un couvre-feu national de 14 heures à 5 heures du matin ;
- l'obligation du port du masque dans les espaces publics ;
- la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres, impliquant la suspension des liaisons aériennes internationales ;
- la suspension des transports terrestres inter-provinciaux, des transports urbains et des vols intérieurs,
- l'interdiction de la circulation des personnes d'une province à l'autre ;
- la fermeture des services publics et la réduction au minimum des activités économiques.

A partir du 4 mai, un dispositif de distanciation social graduel (feu rouge/jaune/vert selon les localités) est mis en place. Toutes les liaisons intérieures, tant aériennes que par bus, restent suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Le 5 mai le gouvernement a prolongé l'état d'exception.

Se référer à <https://ec.ambafrance.org/FAQ-Coronavirus-Equateur>

- Circulation des marchandises (import export)

Les autorités sanitaires ont depuis le 25 mars mis en place un système de certificat phytosanitaire électronique <http://www.agrocalidad.gob.ec/emision-de-certificados-fitosanitarios-en-copia-digital/> en raison de l'impossibilité de faire parvenir les certificats par voie postale.

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...

Report IR de 60 jours pour les entreprises. Possible restructuration dettes banques y compris publiques (60 jours). Fin droits douane pour produits médicaux. Suspension (3 mois) charges patronales. Ligne crédit 50 MUSD par banque sécurité sociale pour PME

Subventions aux ménages : 60 USD pour revenus < 400 USD en avril et mai

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le ministère de l'agriculture organise à travers son programme « Agrotienda » **la distribution de paniers alimentaires aux familles** qui en ont besoin : plus de 12 000 paniers ont été distribués entre mi mars et mi mai.

18/05/2020

- Autres

L'Assemblée nationale a approuvé l'ALE avec l'EFTA (Norvège, Suisse, Islande et Liechtenstein) qui entrera en vigueur le 1er Août 2020.

- Impacts économiques globaux

L'Equateur (CCC- S&P / Caa3 Moody's / C Fitch) a vu sa note abaissée par les trois agences (et à trois reprises par Fitch) depuis le mois de février, reflétant l'impact de la chute des prix pétroliers, les difficultés de mise en œuvre de l'accord avec le FMI et les craintes de défaut suite aux annonces de moratoire des intérêts sur les obligations souveraines. **Fitch a poursuivi sa séquence de dégradations de la note souveraine, plaçant l'Equateur en « restrictive default »**, malgré l'accord pour un moratoire (jusqu'au 15 août) sur les intérêts par les détenteurs de 91% de ses obligations souveraines.

La CEPAL a révisé ses prévisions de croissance pour 2020 et prévoit **une récession de -6,5 % pour l'Equateur en 2020**. (à comparer avec une récession de 5,3% attendue pour l'Amérique latine & Caraïbes)

Les autorités économiques équatoriennes n'ont pas publié de prévisions officielles post-COVID (initialement arrêtées à 0,7%) mais avancent que la croissance sera désormais négative, avec chute du PIB de l'ordre de 2% pour chaque mois de confinement.

Panama

- Contexte général

COVID 19 : **9 606 cas confirmés, 275 décès le 17 mai**

Données actualisées : <http://minsa.gob.pa/coronavirus-covid19>

Etat d'urgence sanitaire / Confinement total imposé : sorties autorisées selon l'horaire correspondant au dernier chiffre de votre numéro de passeport et selon votre sexe (mardi, jeudi et samedi pour les hommes, lundi, mercredi et vendredi pour les femmes). Aucune autorisation de sortie le dimanche.

Le gouvernement panaméen a présenté un plan de déconfinement progressif en 6 phases. La première phase a débuté le 13 mai. Les dates des phases seront déterminées en fonction de l'évolution sanitaire du pays. **Le confinement reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Aucune date limite n'est fixée concernant l'application de cette mesure.**

Les vols domestiques sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.

La fermeture des lieux de divertissements et l'interdiction d'accès aux plages. / Vente et consommation d'alcool sont interdites.

- Restrictions aux frontières

Dans le cadre de la prévention contre l'épidémie, les autorités panaméennes ont décidé : **la suspension des vols internationaux (arrivées et départs) depuis le 22 mars. Cette mesure sera reconduite pour une durée de 30 jours à partir du vendredi 22 mai.**

Depuis le mardi 17 mars, l'accès au territoire du Panama est interdit aux étrangers non résidents.

Site internet de l'ambassade de France au Panama : <https://pa.ambafrance.org/>

- Problématiques spécifiques à certaines filières

Les **exportateurs de fruits** du Panama, qui ont accusé des pertes en raison de la baisse de la consommation et de difficulté de transport en Europe (seuls 60% des conteneurs prévus ont pu être envoyés en Europe), **reprennent leurs exportations de melon et de pastèque vers l'Angleterre qui serait « plus flexible ».** <https://mida.gob.pa/blog/panama-realiza-esfuerzos-para-realizar-exportaciones-de-sandias-y-melones-hacia-europa/>

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique.

Le président de la République a indiqué que 1,3 Md USD provenant d'organisations internationales devraient être disponibles pour atténuer les répercussions économiques du COVID-19. Panama a déjà bénéficié de 300 M USD de la BID pour soutenir les PME, notamment pour la production agricole, afin d'assurer la chaîne de production. De plus, le gouvernement a pu mobiliser 500 M USD du FMI et 500 M USD d'organisations multilatérales de garantie des investissements.

Les trois secteurs prioritaires du plan de réactivation de l'économie sont la construction, la production agricole et les services financiers. Le plan de réactivation comprend tout d'abord la dynamisation des secteurs économiques générant le plus d'emplois, et plus particulièrement, la réactivation de la construction des infrastructures publiques.

Le Président de la République a ratifié le projet de loi instaurant un moratoire sur les frais bancaires pour 7 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020. La proposition est d'accorder un moratoire sur les prêts pour le logement, les prêts personnels, les prêts automobiles, les cartes de crédit, et les prêts des petites et moyennes entreprises, agricoles et commerciales.

18/05/2020

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le Président de la République, Laurentino Cortizo, a présenté le 13 mai le Plan Panama Agro Solidaire pour la sécurité alimentaire qui établit les stratégies financières dans le secteur agricole pour les deux prochaines récoltes. La Banque de développement agricole (Banco de Desarrollo Agropecuario – BDA) financera le Plan Panama Agro Solidaire avec des **prêts allant jusqu'à 100 000 balboas (éq. 92k€) avec un taux d'intérêt à 0%** pour la production de céréales, racines, tubercules et légumes et l'élevage (porcin, bovin viande et lait, aviculture, ovin-caprin, apiculture). Ces prêts sont également destinés à l'amélioration des installations productives et à l'adaptation et l'atténuation face au changement climatique. La pêche artisanale bénéficiera également de prêt à 0% d'intérêt d'un montant de 50 000 balboas. Des prêts de reconversion des agro exportateurs jusqu'à 100 000 balboas sont également prévus pour les deux prochaines campagnes. Les taux d'intérêt pour les clients actuels de la banque qui sont supérieurs à 5% seront réduits de 2%. **La banque nationale de Panama a un portefeuille de 150 millions de balboa pour des prêts aux producteurs nationaux (éq.140 M€)**. La livraison de 1 500 taureaux est également prévue dans le cadre du plan « Un Mejor Semental ». Un programme d'agriculture familiale « Agro Vida » est également en place pour garantir la sécurité alimentaire des familles (distribution d'un kit avec semences, outils, pesticides, engrais).

<http://www.agroenpanama.com/noticias/actualidad/3265-gobierno-presentan-plan-panama-agro-solidario.html>

Le ministère de l'agriculture garantit une aide de 7 euros par quintal de riz produit pour la campagne 2020/2021 afin de garantir la sécurité alimentaire du pays. Par ailleurs, des aides sont prévues pour les productions de lait, et de maïs. Le plan de solidarité alimentaire comprend également l'achat d'animaux et de denrées aux petits producteurs pour garantir l'approvisionnement en aliment des familles des zones les plus vulnérables : 2 000 taurillons ont été achetés pour 2,4 M€, et pour 2,2 M€ de porc (presque 10 000 porcs). Au total, 18 M€ sont prévus. L'achat de porc a commencé le 5 avril. L'achat de poulet et de poisson est également envisagé. <https://mida.gob.pa/blog/gobierno-inicia-compra-de-cerdos-para-el-plan-panama-solidario/>

- Mesures pêche

Les pêcheurs artisanaux du Panama (3000 embarcations avec en moyenne 3 personnes) seront aidés dans le cadre du Plan Panama Solidaire.

- Autres

La Commission européenne a inscrit **le Panama dans sa nouvelle liste de pays tiers présentant des carences dans leurs stratégies de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme le 7 mai dernier**, au côté de 10 autres États. Parmi les pays de la région, ont également été inscrits, la Jamaïque, Trinité et Tobago, Bahamas, la Barbade, Nicaragua.

Pérou

- Contexte général

94 933 personnes atteintes du Covid 19 ; 2 789 décès le 17 mai

L'état d'urgence est prolongé dans l'ensemble du pays jusqu'au 24 mai inclus. Pour rappel, l'état d'urgence est entré en vigueur le 16 mars au Pérou.

Durant cette période, toute personne se trouvant sur le territoire doit respecter une mesure dite « d'isolement social » (« aislamiento social ») obligatoire. Seules les personnes employées dans quelques secteurs clefs (banques, santé, supermarchés) peuvent se rendre sur leur lieu de travail. Le dimanche, toutes les personnes ne travaillant pas dans un secteur clef ont l'interdiction de sortir.

Tout déplacement non autorisé est déconseillé. Les forces armées sont déployées dans le pays pour faire respecter l'état d'urgence et l'isolement social.

Depuis le 18 mars, un couvre-feu est en vigueur dans tout le pays. **Depuis le 31 mars, le couvre-feu est de 18h à 4h du matin dans l'ensemble du pays.** Dans les régions de Tumbes, Piura, Lambayeque, La Libertad et Loreto le couvre-feu commencera à 16h et terminera à 4h du matin.

Confinés depuis le 16 mars, les enfants de moins de 14 ans pourront sortir accompagnés d'un adulte, à partir du 18 mai, durant une demi-heure par jour, dans un périmètre de 500 mètres entourant leur domicile.

Données actualisées : Ministère de la santé : <https://www.gob.pe/minsa/> et

https://covid19.minsa.gob.pe/sala_situacional.asp

Ambassade de France : <https://pe.ambafrance.org/Perou-COVID-19-Informations-aux-voyageurs#Le-Pérou-en-etat-d-urgence-jusqu-au-24-mai-inclus>

- Restrictions aux frontières pour les personnes

Les autorités péruviennes ont annoncé qu'elles n'autoriseraient plus de vols internationaux en partance du Pérou à partir du 22 avril et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Informations détaillées : <https://pe.ambafrance.org/Perou-COVID-19-Informations-aux-voyageurs#Le-Pérou-en-etat-d-urgence-jusqu-au-12-avril>

- Circulation des marchandises (import export)

SENASA accepte les certificats sanitaires et phytosanitaires scannés (modalités en ligne sur Expadon).

Un règlement du 4 avril précise les dispositions pour assurer l'acquisition, la production et l'approvisionnement des produits alimentaires (y compris le transport en camion).

<https://www.gob.pe/institucion/minagri/noticias/111861-establecen-disposiciones-para-asegurar-la-adquisicion-produccion-y-abastecimiento-de-productos-alimenticios>

Les ministères de l'agriculture des pays du Sud de l'Amérique s'accordent pour optimiser les conditions de transport des aliments dans la région (recommandations de mesures d'hygiène type port de masque, gel etc... pour le transport des aliments) afin de garantir le maintien de l'approvisionnement.

- Problématiques spécifiques à certaines filières

39 des 40 tests réalisés sur des commerçants du marché de gros de fruits « Mercado Mayorista » de Lima sont positifs au Covid 19. Le marché a fermé du 16 au 18 mai pour mettre en place les protocoles sanitaires.

<https://agronegociosperu.org/2020/05/15/39-de-40-comerciantes-del-mercado-mayorista-de-frutas-dan-positivo-al-covid-19/>

18/05/2020

Une grande entreprise agroexportatrice (Gandules) – qui exporte des poivrons, avocats et mangues- a fermé son usine deux jours (le 6 mai) pour désinfection en raison de deux cas détectés de Covid 19. <https://agronegociosperu.org/2020/05/11/agroexportadora-gandules-cerro-su-planta-por-dos-infectados-por-covid-19/>

- Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...

Le gouvernement a exécuté 2,7 Mds USD sur les 26 Mds USD du plan de relance économique. Cela représente 1,1% du PIB (sur les 12% prévus), dont 503 MUSD destinés aux mesures sanitaires ; 1,9 Mds USD en aides aux familles (subventions, reports de dettes, etc.) et 174 MUSD en aides aux TPE. D'autre part, le programme Reactiva Perú, de crédits pour les entreprises garantis par l'Etat et financé par la Banque Centrale (BCRP) voit son budget doubler pour atteindre les 17,4 Mds USD. 12 enchères ont été menées pour allouer 7,9 Mds USD aux institutions financières qui flècheront les prêts, à un taux d'intérêt moyen de 1,09%.

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

La banque « Agrobanco » reprogramme sans intérêt les échéances des prêts des producteurs dont le paiement était attendu entre le 14 février et le 30 juin.

Le « Bono Rural », une subvention de 760 PEN (220 USD), sera octroyé à près d'1 millions de familles rurales du pays, une mesure qui coûtera autour de 836 M PEN (246 M USD). Cette mesure vise les agriculteurs de subsistance et d'autres activités en milieu rural.

Le ministère de l'agriculture organise des marchés de producteurs (« de la chacra a la olla » = « de la ferme à la marmite ») pour permettre l'approvisionnement des régions et la rémunération des producteurs à un prix juste.

- Impacts économiques globaux

L'agence de notation Fitch a révisé la prévision de croissance du Pérou en 2020 de +3,3% à +1,1%.

La CEPAL a révisé ses prévisions de croissance pour 2020 et prévoit **une récession de - 4 % pour le Pérou en 2020.** (à comparer avec une récession de 5,3% attendue pour l'Amérique latine & Caraïbes)

- Autres

Le ministre de l'agriculture du Pérou, Jorge Montenegro, est malade du COVID 19, c'est le premier membre du gouvernement atteint par la maladie. Il est en « arrêt maladie » jusqu'au 21 mai (le ministre du logement, de la construction et de l'assainissement a assuré ses fonctions du 8 au 21 mai). <https://larepublica.pe/economia/2020/05/08/gobierno-otorga-licencia-a-ministro-de-agricultura-tras-dar-positivo-para-covid-19/>

République dominicaine

- Contexte général

Le 17 mai : 12 725 cas confirmés (+414 en 24 heures) Covid 19, 434 décès (+6 en 24 heures)

Données actualisées : <https://presidencia.gob.do/coronavirusrd/mapa>

L'état d'urgence est prolongé jusqu'au 1^{er} juin. Depuis le 27 mars, le couvre-feu en vigueur de 17 heures à 6 heures du matin,

- Restrictions aux frontières pour les personnes

Fermeture le 17 mars de toutes les frontières terrestres, maritimes et aériennes (à l'exception du transport de marchandises)

- Problématiques spécifiques à certaines filières

La filière **hôtellerie restauration** est à l'arrêt ce qui est très problématique pour l'industrie agroalimentaire locale. Problèmes en cascade avec arrêt d'entreprise d'étiquetage, d'emballage...

La **filière laitière est en grande difficulté** : la demande en lait frais a chuté de 50% selon le Président de l'interprofession laitière du fait de la chute drastique de la demande (arrêt du tourisme). <https://www.eldinero.com.do/103144/aproleche-advierte-sector-podria-colapsar/>.

La profession agricole (Conefagro) alerte sur **la situation catastrophique pour le secteur agricole dominicain qui a perdu 50% de ses débouchés** (notamment pour les produits périssables : fruits légumes, et le lait). <https://www.eldinero.com.do/103577/confenagro-advierte-habra-crisis-alimentaria/>

- Mesures transversales de soutien à l'économie

Un programme "Restez à la maison" a été mis en place pour les mois d'avril et mai afin de **sécuriser une source de revenus pour les ménages et travailleurs informels**. Il s'agit de l'élargissement du programme existant "Manger d'abord". Le montant versé par le programme préexistant passe de 1 500 à 5000 DOP en avril et mai pour l'acquisition de nourriture et de produits de première nécessité dans le réseau d'approvisionnement social.

Chômage partiel: le gouvernement offre la possibilité aux entreprises de demander un financement partiel des salaires en avril et mai pour compenser les mesures de confinement, fermeture ou activité réduite. Les salariés touchant moins de 5 000 DOP reçoivent 5 000 DOP mensuels du gouvernement. Les employés dont le salaire est supérieur à 5 000 DOP par mois reçoivent un montant couvert à 70 % par le gouvernement et à 30 % par l'employeur, dans la limite d'un montant maximum de 8 500 DOP par mois pour la part Etat.

- Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le gouvernement a annoncé des mesures en faveur du secteur agricole, afin de compenser la baisse de la consommation dans les hôtels et restaurants :

- **un accord avec l'interprofession des transformateurs de lait pour l'achat de 260 000 livres de fromages** (ce qui correspond à la collecte d'un million de litres de lait) ; ceci s'ajoute au programme d'alimentation scolaires (qui achète 800 000 litres de lait par semaine) ;

- **un plan pour les producteurs de légumes sous serre et plein champs:** programme **d'achat de 50 000 livres de tomates par jour** ; achat de 10 camions par jour de laitues, chou et betterave ; pour ces producteurs, renforcement du « programme de préparation gratuite des terres » **et aide pour les semences et fertilisants** ; appui aux producteurs de **fraises** avec la **prise en charge de réfrigération ou congélation** ; mesures en réflexion pour les producteurs de **fleurs coupées**.

18/05/2020

- **achat de 5,6 millions de livres de viande poulet** pour en distribuer 525 000 livres par jour dans le pays (25% devra venir de petits producteurs) avec l'objectif de retirer la plus grande partie des poulets prêts à être commercialisés.

- Autres

Les élections présidentielle et législative sont décalées du 17 mai au 5 juillet.

- Impacts économiques globaux

En raison de son ouverture internationale, et particulièrement sa dépendance aux Etats-Unis, aujourd'hui foyer de la pandémie de Covid-19, le PIB de la République dominicaine devrait décroître en 2020 : une première depuis la crise bancaire de 2003. Prévisions de croissance de la Banque mondiale (à 0 %) et du FMI (- 1 %)